

Déclaration CGT CFDT FO SUD - CTR 19 septembre 2013

Capi 3G

Le projet Capi 3G a été lancé il y a maintenant près de trois ans.

Il est un exemple de ces projets structurants pour l'Insee, et en particulier pour l'ensemble des directions régionales dans la mesure où il correspond à l'un des travaux strictement non « mutualisable », la collecte sur le terrain.

C'est à ce titre que nous avons insisté depuis près de deux ans maintenant pour que ce sujet soit mis à l'ordre du jour d'un comité technique. Nous déplorons évidemment que votre réponse positive ait été volontairement si tardive et nous allons expliquer nos raisons.

Si Capi 3G est au sens propre une simple application, les choix faits de ses fonctionnalités ont des répercussions notables sur la nature et les conditions de travail de tous les agents concernés par les enquêtes.

Il fait donc partie de ces travaux sur lesquels il aurait été aisé de votre part de répondre à certaines des demandes syndicales récurrentes, concernant par exemple le contenu et l'intérêt des travaux.

Or le projet a été pensé à l'envers, orientant essentiellement la réflexion sur les gains de productivité potentiels alors que les conséquences des améliorations techniques, au demeurant très intéressantes pour certaines, auraient dû être réfléchies en amont.

A notre sens, il aurait été intéressant de croiser dès le début des améliorations techniques envisageables, avec une réflexion sur les tâches régionales dans le processus de collecte des enquêtes. En quoi les agents des DR pouvaient-ils contribuer à améliorer les processus de collecte ? Il aurait pu être avantageux d'imaginer les travaux pouvant à la fois être intéressants pour les agents en terme de contenu technique, et intéressants pour l'Insee en terme de qualité des résultats. Au contraire c'est une logique centralisatrice, procédant par simple élimination des tâches à automatiser, qui a prévalu.

Mais nous arrivons aujourd'hui à la période des développements de cette application, et vous pensez sans doute que vous allez pouvoir répondre négativement à nos demandes cette fois-ci non pas pour cause de restrictions budgétaires imposées par le gouvernement, mais pour cause de travail trop avancé.

Nous sommes plutôt optimistes c'est pourquoi nous vous présenterons les sujets sur lesquels nous estimons qu'il est encore possible de changer les choses, et espérons que vous choisirez le pari de négocier plutôt que d'imposer.

Parmi ces sujets nous reviendrons plus en détail dans la discussion sur certains sujets :

- la réflexion sur les postes de travail en région. Par exemple, le projet Capi 3G, en lien avec le Maiol Dem, aboutit à une évolution des postes de gestionnaires de moins en moins techniques et de plus en plus « managériaux ». Nous pensons au contraire qu'il est nécessaire de conserver un contenu technique au travail pour avoir des relations de travail satisfaisantes et avoir le sentiment d'avoir participé à un travail collégial ;
- la formation, pour laquelle une certaine dérive vers de plus en plus d'auto-formation nous paraît un mauvais choix ;
- l'organisation du choix des matériels, compte tenu de l'évolution très rapide de ceux-ci ;
- la concomitance d'autres applications liées à Capi 3G, notamment Opale ;
- la sous-traitance informatique et ses conséquences souvent néfastes ;
- la mise en place d'un suivi à distance du travail. Les transferts automatiques de données, sont préjudiciables au but principal qui se doit selon nous d'être poursuivi : l'amélioration de la qualité des résultats par une coopération entre agents, et non par le contrôle ou la surveillance des uns par les autres.